



L E T T R E

DE M. DE * * * ,

A l'un de Nosseigneurs les Députés à
l'Assemblée nationale,

Sur quelques-uns des Droits féodaux.

MONSIEUR,

VOUS ne m'avez pas paru fort frappé, dans le court entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir dernièrement avec vous, des inconvéniens que je croyois devoir résulter des nouveaux arrêtés de l'assemblée nationale, concernant quelques-uns des droits seigneuriaux, & particulièrement de ce qui est relatif à la chasse. Je suis sans doute, Monsieur, très-porté à croire que je me trompe toutes les fois que mon sentiment ne se trouve pas conforme à la façon de juger d'une assemblée composée des personnes les plus éclairées du royaume; mais comme chaque membre de la société doit le tribut de ses idées, pour peu qu'il soupçonne qu'elles puissent concourir au bien général, ou obvier à quelques inconvéniens, je

A

crois, Monsieur, devoir hazarder quelques réflexions qui ne me paroissent pas totalement dénuées de raison. Ce n'est pas un mémoire que j'ai la préention de vous présenter, ce sont quelques observations sans ordre & sans liaison, qui naissent rapidement ; mais dont quelques-unes néanmoins sont, j'ose le croire, de quelque considération. Si, d'après la lecture de cette lettre qui n'exigera de vous que quelques instans, vous pensez que toutes ne sont pas à rejeter, je ne suis pas inquiet, Monsieur, qu'en y ajoutant ce que vous croirez convenable ; en rectifiant ce que vous jugerez défectueux, vous n'en puissiez faire un tout, qui peut être alors auroit quelque valeur.

La première chose qui m'a frappé dans ces nouvelles dispositions ; (je vais m'expliquer, Monsieur, avec une franchise mesurée, sur la confiance qui est due à votre prudence) c'est qu'après avoir annoncé hautement qu'on étoit dans l'intention de regarder les propriétés comme inviolables, on n'a pas trop respecté cet engagement qui devoir être sacré, puisqu'on vient de dépouiller (1) les seigneurs de la plus grande partie des droits féodaux, des droits de chasse, des droits de pressoirs, moulins & fours banaux, enfin de

(1) On ne peut s'empêcher de convenir qu'il est encore des droits féodaux, révoltans & ridicules. Pour ceux-ci, on pouvoit les anéantir, comme on en a déjà anéanti beaucoup d'autres. L'assemblée nationale a, sans contredit, assez de pouvoir pour les faire disparaître ; & aucun des propriétaires de ces droits, ni aucuns autres seigneurs ne seroient ni assez injustes, ni assez fous pour oser se plaindre de l'abolition de ces droits.

tous les avantages de ce genre dont ils jouissoient précédemment. C'est néanmoins en raison des assurances qu'on leur avoit, avant tout, données, qu'aucune propriété ne recevroit d'atteinte...; qu'on ne réclamoit d'eux qu'un sacrifice, qu'une contribution pécuniaire, proportionnés à leur fortune....; qu'on se soucioit fort peu des fleurs, pourvu qu'on recueillît les fruits...; que jamais les Communes ne prétendroient à diminuer les prérogatives seigneuriales ou honorifiques, qui distinguent les deux premiers ordres, ou dans leurs propriétés (1), ou dans leurs personnes, &c. &c. ; que les commettans de nosseigneurs les députés de ces ordres ont eu droit de penser que les droits féodaux, les prestations seigneuriales ne pouvoient jamais être compromis par leurs mandataires; que les états généraux antérieurs n'ayant jamais attaqué ces propriétés, il étoit tout naturel qu'ils ne soupçonnassent pas même que les pouvoirs qu'ils donnoient, tirassent à si grande conséquence pour eux.

En vain, objectera-t-on que tous ces droits, tous ces avantages qu'ils réclament aujourd'hui, ne sont pas des propriétés; que ce ne sont que des usurpations...? Mais est-il un des possesseurs actuels qui soit un usurpateur, ou qui descende même d'un de ces usurpateurs? S'il falloit remonter à l'origine de chaque propriété, il s'ensuivroit que chacun ayant droit, par la loi naturelle qui ne fait acception de personne, aux mêmes agrémens, aux mêmes aïssances de la vie, il ne devroit pas être un citoyen sans possession; puisque, dans le prin-

(1) Voyez le rapport, p. 18.

cipe, chacun avoit un droit égal à tout ce qui existoit, & que la plupart des propriétés ont été envahies, en différens tems, par l'injustice, l'intrigue, ou la violence.... Celui qui a acheté sur la foi publique des loix reconnues & sanctionnées par tant d'états généraux, peut il être accusé de témérité ou d'imprudence, pour avoir traité, d'après des usages perpétués, sans interruption, depuis tant de siècles, & qu'il devoit présumer devoir être à jamais respectés...? Des collatéraux qui, dans leurs partages, n'auront eu que des terres, dont le haut prix n'est toujours qu'en raison de ces avantages qu'on leur enleve, auront donc à reprocher une lésion très-manifeste à l'auguste assemblée, dont tous les efforts cependant ne tendent qu'à rendre à chacun la justice qui lui est due.

Mais, sans nous arrêter davantage, Monsieur, à des titres qui paroîtroient peut-être n'être réclamés (comme on le dit sans cesse) que par l'esprit aristocratique, il s'agit d'examiner si le gouvernement & le public, loin de tirer de grands avantages de ces nouvelles dispositions, n'en souffriront pas, au contraire, infiniment.

Apprécions donc, de sang - froid, ces dispositions. En envisageant d'abord ces nouveaux réglemens, en tant qu'ils tiennent à l'intérêt du gouvernement, n'est-il pas, Monsieur, généralement reconnu qu'il est de la sagesse de toute administration de recourir à tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour éloigner des capitales, & faire refluer dans les campagnes la plus opulente portion des citoyens? Qui doute aujourd'hui que Paris, principalement ne soit un tronc gourmand, qui

affame toutes les branches de l'arbre, un gouffre qui dévore tout ? Cela reconnu ; si vous dépouillez tous les seigneurs, ou, comme il vous plaira de le dire, tous les riches propriétaires de terres de toutes les ressources & de tous les agrémens qu'ils pouvoient trouver dans leurs manoirs, ne les verra-t-on pas bientôt accourir tous (1) à la Capitale, dans ce séjour qui leur offre déjà des attrails si puissans, & alors n'aura-t-on pas agi contre les premiers principes d'économie politique ?... Dira-t-on qu'actuellement qu'on leur a ôté aussi, à l'entrée des villes, l'affranchissement de leur gibier, de leur volaille, &c. ? Ils voudront les consommer dans leurs terres. Mais je vous le demande, Monsieur, lorsque tout le monde aura la liberté de chasser, restera-t-il beaucoup de gibier dans les terres ?... Ce ne sera pas cependant une raison pour que les opulens sybarites ne trouvent, à quelque prix que ce soit, le moyen de s'en procurer dans les villes. Fixés plus que jamais dans ces villes déjà si séduisantes par tant d'autres caresses, ils s'efforceront par le luxe de leur table de se dédommager des plaisirs de la campagne, & alors le gibier, la volaille, les pigeons (2) même deve-

(1) Ce seroit mal-à propos, qu'on jugeroit de l'avenir par ce qui vient de se passer. Dans ces premiers momens de trouble, bien des personnes de considération ont cru prudent de ne pas perdre un instant, & de se retirer précipitamment de Paris ; mais le calme rétabli les ramenera bientôt dans la Capitale.

(2) En obligeant ceux qui ont des colombiers à pied à renfermer les pigeons pendant plusieurs mois de l'année, est-on bien assuré qu'ils puissent soutenir, sans danger,

nant d'un prix excessif, ils n'auront d'autres ressources, pour le faire servir somptueusement, que de se jeter sur la viande de boucherie, que la sensualité ingénieuse trouvera le secret de préparer de mille manières nouvelles, & c'est alors qu'il ne sera pas étonnant de la voir monter aussi à un très-haut prix, sans même qu'il survienne de maladies *épisiotiques*.

Etoit-il, dira-t-on, d'autres moyens pour faire cesser les dommages auxquels étoient exposés les habitans de la campagne, par la surabondance de gibier qui les désoloit? Et le préjudice qu'apporte aux seigneurs la privation de quelques jouissances agréables, peut-il être de quelque considération, comparativement au mal qui en résultoit pour des denrées de première nécessité? Mais, entre nous, Monsieur, est-il un être doué du plus simple bon sens qui puisse attribuer au gibier la rareté & la cherté du pain? Qui ne sent pas que toutes ces imputations ne peuvent être faites que par de cupides spéculateurs qui s'efforcent de fixer l'attention du public sur une cause trop minutieuse, pour ne pas être totalement étrangère à

cette alternative de clôture & de liberté? On ne peut disconvenir que, dans les tems des semences & des récoltes, les pigeons bisets ne mangent du grain; mais aussi que dans ces tems même on ouvre leur jabeau, on y trouvera beaucoup de petites graines inutiles, de petits vermisseaux, du salpêtre, &c &c. En les enfermant toute l'année ils feroient une prodigieuse consommation de grains; d'ailleurs il faut convenir que, s'ils font du dégât, ils sont aussi d'une grande ressource, & l'on ne peut nier que leur fiente ne soit un engrais très-précieux, qu'aucun autre ne peut remplacer pour les prés, les potagers, &c.

la disette actuelle?... Car, si on veut tout calculer de sang froid, y a-t-il jamais dû avoir moins de gibier que depuis environ quinze ans? Cette année très-rigoureuse en a fait périr une grande partie.... L'année 1776 en a fait aussi une telle destruction par la prodigieuse quantité de neiges qui est tombée, & qui est restée plus d'un mois sur la terre, sans se fondre, qu'il sembloit que, dans bien des cantons habituellement les plus peuplés, l'espece en alloit être absolument détruite, & qu'il a fallu quatre à cinq années de privation, pour repeupler la plus grande partie des terres. Cependant, avant ces causes de destruction, l'année même précédente, le pain ne valoit que 2 sous la livre, & il a même été des instans où le bled étoit à si bas prix, que l'agriculteur en étoit découragé. C'est contre les spéculateurs sur les bleds, contre ceux même qui accaparent les vins, les sucres, les cafés, les indigos, la cochenille, les huitres même, &c. &c. &c. que devroit se déployer la sévérité des loix.

Au surplus vouloit-on restreindre la passion criminelle de quelques seigneurs de terres, assez insensés pour laisser trop multiplier les lapins? (Je ne parle que de cette espece de gibier; car les habitans de la campagne conviennent eux-mêmes que le lièvre, la perdrix, le faisan, étant peu sédentaires, ne font point de dégâts sensibles) (1) Il étoit des moyens simples & inno-

(1) La destruction du fauve auroit été également ordonnée, dès que le dommage auroit été sensible; & qu'on ne vienne pas dire que les grands seigneurs peuvent se

cens, pour remédier à ces abus.... Il suffisoit à l'assemblée nationale de décréter une loi qui portât.... qu'à la première plainte qu'auroit faite à ce sujet un habitant, le syndic de la paroisse auroit été autorisé par la Commune à faire un procès-verbal du dégât bien constaté, & que le seigneur, qui auroit donné lieu à ces plaintes, seroit condamné au double, au triple même de dédommement; & s'il s'étoit trouvé des seigneurs assez peu raisonnables pour n'être point retenus par ce seul frein, (pour qu'il n'en résultât point de dommage pour la masse générale des grains du royaume) par le même décret de l'assemblée, il auroit été arrêté qu'à la seconde plainte reconnue bien (1) fondée, tous les habitans de la paroisse auroient été autorisés à faire main-basse sur tout le gibier ~~du seigneur~~ de ce seigneur, & à tuer non-seulement les lapins, mais les lièvres, les perdrix, les faisans, &c. Peut-on présumer qu'il y eût eu un seigneur, pour peu qu'il eût été jaloux de sa chasse,

soustraire aux loix : est-il quelqu'un d'eux assez puissant pour ne pas ployer sous les décrets de la nation ?

(1) Cette observation est encore dans l'ordre de la plus rigoureuse justice. Car on peut citer une infinité d'exemples (de l'aveu même des habitans de la campagne reconnus pour honnêtes & judicieux) de réclamations injustes de la part des payfans qui se plaignent souvent sans aucune raison, & dont on ne peut apaiser les cris, & arrêter les injustes poursuites, qu'en leur accordant le quadruple de ce qu'ils avoient raisonnablement droit de prétendre; ajoutons à cela qu'en prenant des terres à rente ou à loyer, ils ont bien soin d'en stipuler le prix, relativement à la proximité des bois, qu'il y ait du gibier, ou qu'il n'y en ait point.

qui

qui eût voulu s'exposer à une punition aussi sensible qu'humiliante ? C'est par les passions même qu'il faut combattre les passions ; par ce moyen , on n'auroit point enveloppé dans la rigueur de la loi tous les seigneurs indistinctement , qui ne méritent pas de la subir ; & tout le monde , je le crois , auroit applaudi à ce décret. Ajoutez à cela , Monsieur , qu'il n'y a que des insensés qui puissent se décider à laisser multiplier les lapins , au point de se rendre eux-mêmes victimes du préjudice qu'ils peuvent causer à la propriété d'autrui ; car , qui ne fait pas que dans l'hiver , & sur-tout dans les tems de neige , le lapin fait encore deux fois plus de tort au bois , qu'il n'en fait aux grains.

Par ces dispositions aussi , on auroit évité l'inconvénient d'armer en tout tems le plus mince propriétaire de terre , celui même qui ne possède qu'un arpent ; car il faut que la loi soit générale , puisque cette propriété d'un seul arpent est au moins aussi précieuse à celui qui n'en a point d'autres , que cent arpents à un plus riche. Que résultera-t-il de cette liberté du port d'armes (1) ? ... Un moyen toujours à la main pour satisfaire des haines , des animosités , des vengeances presque

(1) A peine cette liberté a-t-elle été annoncée qu'on s'est jeté dans les campagnes , sans égard pour les moissons ; les plaisirs du Roi n'ont point été respectés. On a désarmé des gardes ; on a même vu de ces ardens chasseurs rapporter avec leurs gibiers , des dindons , des canards , &c. L'intention de l'auguste Assemblée n'étoit pas certainement qu'on s'émancipât à cette chasse domestique ; mais si de simples attroupemens sans armes sont dangereux & défendus , que

toujours héréditaires, dans les campagnes, & qui souvent dégénèrent en atroces fureurs, de village à village; de hameau à hameau, ce dont on n'a que trop d'exemples. N'est ce pas, en outre, faciliter aux paylans une propension au braconage auquel ils ne sont déjà que trop enclins, les habituer à une vie fainéante qui les détournera, les dégoûtera même de leurs travaux, & qui les conduira, la plupart, au brigandage; car il n'est pas possible que celui qui se livre à cette passion, ou, si vous le voulez, à cette habitude, trouve un dédommagement réel & suffisant du sacrifice qu'il fait de son tems; en sorte qu'il en est peu qui ne finissent par tenter de se procurer dans un seul instant, par quelques victimes qu'ils immolent quand l'occasion s'en présente, & que souvent ils recherchent ce qu'ils n'ont pu

n'a-t-on point à redouter d'un si grand nombre d'individus armés. On se plaint depuis long-temps qu'il n'y a point assez de Maréchaussées dans les provinces, les décuplât-on aujourd'hui, peut-être seroient-elles insuffisantes.

A combien d'accidens funestes ne va pas aussi donner lieu cette liberté générale du port d'armes. Des chasseurs si multipliés, si voisins les uns des autres & si âpres, se disputeront sans cesse leur proie. Quand une piece sera tirée, l'un dira qu'il l'a blessée, l'autre qu'il l'a achevée. Dans des circonstances moins graves, on trouve la preuve de ce qu'on avance. Que quelqu'un se baïsse pour ramasser la moindre chose, dans l'instant vous voyez se précipiter tous ceux qui en sont proches & en demander leur part. Il faut alors se décider ou à partager, ou à abandonner tout, ou à faire le coup de poing. Quand il s'agira de chasse, on ne s'en tiendra pas aux coups de poings.

par une ressource si peu productible (1) que l'est le braconage, retirer en détail & en se donnant bien des peines. D'une trentaine de brigands dont nos cantons étoient infestés, il y a environ vingt ans, & qui tous ont été rompus, il y en a eu très-peu qui n'aient avoué à la roue, que leur premier état avoit été celui de braconnier.... Mais lorsque, dira-t-on peut-être, il n'y aura plus de gibier, le braconage cessera.... Faux raisonnement.... Qu'on observe bien que le gibier ne pouvant jamais être totalement détruit, l'habitant de la campagne risquera tout, sa vie même, pour le ravir jusques dans les parcs, dans les garennes, auxquelles l'assemblée nationale conserve le droit d'en avoir, & qu'un lievre alors se vendant aussi cher qu'un chevreuil se vend aujourd'hui, l'ardeur & la témérité croîtront en raison de la rareté, & conséquemment du prix considérable qu'on espérera en retirer. N'en a-t-on pas vu beaucoup d'assez hardis pour se hasarder jusques dans les faïssanderies du Roi ?

Que vous dirai-je, enfin, Monsieur, ces nouvelles dispositions, sans aucuns avantages réels, ne peuvent produire d'autres effets que de désoler tous les seigneurs. Je conviens qu'il en est qui

(1) Il est en effet difficile que le braconnier, toujours sur le qui vive, mal armé, n'ayant souvent que de la poudre éventée, & sur-tout chassant sans chien, puisse placer à un intérêt avantageux le tems qu'il sacrifie, puisqu'il arrive fréquemment que celui qui chasse librement, bien armé & secondé d'un bon chien, perd encore beaucoup de gibier.

ne respectent pas assez les droits de l'humanité. Ces petits tyrans (plus rares cependant qu'on ne le pense), indignes du rang qu'ils tiennent dans la société, ne peuvent prétendre, sans contredit, à aucuns ménagemens, & méritent les punitions les plus sévères. Mais qu'on mette aussi en opposition à une conduite si digne du mépris général, les bienfaits dont une infinité d'autres comblent les habitans de leurs terres, les secours qu'ils leur procurent dans les tems désastreux, les écoles, les hôpitaux que beaucoup ont fondés pour l'éducation & les infirmes, le bois mort qu'ils leur permettent de prendre dans leurs forêts, quoique bien assurés que très-souvent ce n'est qu'un prétexte pour en couper de verts, on reviendra sans doute d'une prévention si défavorable; car, enfin, quelle jouissance plus délicate pour un seigneur, pour peu qu'il ait de sensibilité, que d'être révééré jusqu'à l'idolâtrie dans ses domaines.

Disons encore, Monsieur, que cette espèce de vénération que les habitans de la campagne avoient pour une infinité de seigneurs, auxquels ils ne pouvoient refuser leur estime, facilitoit encore plus à ces seigneurs les moyens de les concilier entre eux, de les empêcher souvent de s'égorger, en se rendant médiateurs de leurs différens. Aujourd'hui ces nouveaux réglemens, en inspirant à chacun de ces payfans armés, une plus haute idée de leurs forces, leur persuaderont qu'ils sont plus redoutables, ou qu'au moins ils n'ont plus les mêmes ménagemens à garder avec leurs seigneurs, & rompront conséquemment tous les liens de la

subordination qui, souvent, obvioit à de très-grands malheurs.

Par ces seules raisons, Monsieur, il est facile de sentir que les inconvéniens qui résulteront de la nouvelle loi, l'emportent de beaucoup sur les bons effets qu'on s'en étoit promis; je ne vois dans le vrai d'avantages que pour les possesseurs des biens roturiers, qui n'avoient pas précédemment la liberté de tirer un coup de fusil sur leurs terres. Cet agrément, qui ne peut être regardé que comme un avantage très-stérile, puisqu' quand il n'y aura plus de gibier il n'y aura plus rien à tuer, pourra donner une valeur idéale de plus à cette espece de propriété; mais ce sera, on ne peut le nier, qu'aux dépens de celle qu'on aura dépouillé d'un droit réel & légitimement acquis; & certes ce sera contre les intentions d'une assemblée qui étoit très-éloignée, je le pense bien, de vouloir s'écarter des principes de la plus rigoureuse équité.

Les choses, au contraire, étant restées telles quelles étoient, avec les seules modifications que j'ai exposé dans cette lettre, pour que la récolte du particulier ne souffrît pas, & que la masse même des grains du royaume ne fût exposée à aucune diminution, une surveillance continuelle de la part du gouvernement, pour s'opposer à toutes les manœuvres sourdes des spéculateurs, pouvoient dans tous les tems soutenir le prix du pain à deux sols, à peu de chose près, en conservant toutes les autres jouissances auxquelles doivent participer indistinctement tous les habitans du Royaume; car enfin, pourquoi l'homme de peine seroit-il condamné à s'abstenir forcément de man-

ger, au moins de tems à autre, à un prix raisonnable, de la volaille, du gibier même, lorsque par des arrangemens très faciles on peut lui ménager ces jouissances, qui lui sont au moins autant dues qu'à tous autres? Que lui importe même que le pain soit à deux sols, s'il est contraint à ~~la cruelle alternative de ne manger, pour ainsi dire, que du pain, ou~~ à renoncer à toutes les autres douceurs de la vie; autant & peut-être vaudroit-il mieux pour lui qu'il payât le pain quatre sols & que le reste ne fût pas hors de sa portée. Qui sera assez inhumain pour dire qu'il peut se passer de toutes ces jouissances, que le pain seul est essentiel à son existence; mais je viens, Monsieur, de le dire, & je ne peux trop le répéter, qu'il doit pouvoir atteindre à tout; viande de boucherie, volaille, gibier, vin, je dirai plus, café (1), sucre, &c.; rien ne doit lui être interdit & c'est ce qui est très-possible en combinant les choses de façon que chaque citoyen puisse, comme le souhaitoit si ardemment notre bon roi Henri, avoir une poule dans son pot.

J'aurois encore, Monsieur, bien d'autres ob-

(1) On peut dire aussi que le café n'est point essentiel à l'existence; mais allez représenter aujourd'hui aux deux tiers des habitans de Paris, qu'ils sont fols de se rendre esclaves de cette habitude; qu'ils feroient bien mieux de réserver leur argent pour une nourriture plus substantielle; allez dire au manœuvre qui use du tabac qu'il pourroit bien s'en passer, que ses peres n'en faisoient point usage, & vous verrez de quelle façon votre morale sera reçue.

servations à faire sur ces nouveaux réglemens ; mais vos momens sont trop précieux , pour que je puisse me permettre de m'étendre d'avantage. D'ailleurs vous savez que je suis moi-même si emporté par le tourbillon continuel de mes affaires , que je suis pour ainsi dire forcé d'écrire en courant. Je ne puis néanmoins clore cette lettre , sans une dernière réflexion , que bien des personnes regarderont peut-être comme peu importante , & qui tient cependant encore aux sains principes de la politique ; c'est que si ce réglemant pour les chasses ne reçoit pas de très grandes modifications , & qu'il occasionne (ce qui ne manquera pas d'arriver) la destruction presque totale des lapins & des lievres , nous ferons bientôt forcés à une exportation considérable de notre numéraire , pour nous procurer ce qui est nécessaire à nos manufactures de chapeaux & de bonneterie ; ce calcul n'est pas d'une foible considération dans la balance du commerce , car on ne doit regarder comme vues vraiment politiques , que celles qui tendent à empêcher notre argent de sortir de l'état , & à faire entrer celui de l'étranger ; & mon sentiment , s'il m'est permis d'en avoir un , a toujours été qu'un million dépensé par le gouvernement dans l'intérieur , pour faire entrer cinquante mille livres , ou pour les empêcher de sortir , ne pouvoit que contribuer à la prospérité du royaume.

Je n'ai point parlé , dans cette lettre , des droits de banalité ; je dirai seulement un mot des presfoirs.... Croyez très-fermement , Monsieur , que si , sans avoir attendu ce qui , à ce sujet , a été dé-

crété par l'auguste assemblée, les seigneurs s'étoient décidés spontanément à les détruire, il y a longtemps que les habitans de la campagne gémiroient de la suppression de ces objets si précieux pour eux. Ces droits, plus honorifiques qu'utiles, dédommagent à peine les seigneurs, lors même qu'il n'ont aucune concurrence à craindre; puisqu'il est bien reconnu que les dépenses accidentelles d'une seule année sont quelquefois si considérables qu'elles absorbent le produit de cinq à six années de location..... Un arbre de pressoir, des jumelles, la vis même, ne sont pas des objets de peu d'importance, & tous les engrainages de ces énormes machines assez compliquées, & exposées à la maladresse brutale de tant de différens laborateurs, sont souvent si peu ménagés, qu'elles forcent nécessairement le propriétaire à des dépenses qui outrepassent de beaucoup le produit. Que seroit-ce donc, s'il falloit qu'un habitant indigent, ou même plusieurs réunis, les fissent construire à neuf & les entretenissent. Le plus grand malheur qui puisse leur arriver, c'est que pour ces objets & pour les autres de même nature, les choses ne se soutiennent pas sur le pied qu'elles ont été jusqu'à ce moment.

Je m'arrête enfin, Monsieur, quoique de nouvelles réflexions affluent & pullulent sous ma plume, & je ne me permets plus que de vous renouveler les expressions de l'attachement sincère & de la vénération très-profonde avec laquelle je suis, Monsieur,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur DE***.